

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2015/24264]

9 NOVEMBRE 2015. — Arrêté royal fixant des règles relatives au nombre de lits supplémentaires qui peuvent être agréés et mis en service dans des services neuro-psychiatriques d'observation et de traitement de malades adultes (Indice A) d'hôpitaux généraux

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins, l'article 45, alinéa 2;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 16 septembre 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} octobre 2015;

Vu l'avis n° 58.214/3 du Conseil d'Etat, donné le 23 octobre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le nombre de lits agréés et mis en service dans des services neuro-psychiatriques d'observation et de traitement de malades adultes (Indice A) d'hôpitaux généraux au moment de la publication du présent arrêté, ne peut pas être augmenté par service et par hôpital.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 novembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,
Mme M. DE BLOCK

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C – 2015/24264]

9 NOVEMBER 2015. — Koninklijk besluit tot vaststelling van nadere regelen in verband met het aantal bijkomende bedden die erkend en in gebruik mogen worden genomen in diensten neuro-psychiatrie voor observatie en behandeling van volwassen patiënten (kenletter A) in algemene ziekenhuizen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, artikel 45, tweede lid;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 16 september 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 1 oktober 2015;

Gelet op advies nr. 58.214/3 van de Raad van State, gegeven op 23 oktober 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het op het ogenblik van de bekendmaking van dit besluit aantal erkende en in gebruik genomen bedden in diensten neuro-psychiatrie voor observatie en behandeling van volwassen patiënten (kenletter A) in algemene ziekenhuizen, mag per dienst en per ziekenhuis, niet worden verhoogd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 november 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2015/11468]

13 NOVEMBRE 2015. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 3 juin 2005 établissant le plan de délestage du réseau de transport d'électricité

La Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable,

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, l'article 11, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 2002 établissant un règlement technique pour la gestion du réseau de transport de l'électricité et l'accès à celui-ci, l'article 312, §§ 5 et 8, modifiés par l'arrêté royal du 6 octobre 2015 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 juin 2005 établissant le plan de délestage du réseau de transport d'électricité ;

Vu la proposition du gestionnaire du réseau du 22 mai 2015 ;

Vu l'avis de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz du 6 juillet 2015 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 juillet 2015 ;

Vu la concertation avec le Ministre de l'Economie, tenue le 10 novembre 2015 ;

Vu la concertation avec les Régions, tenue le 16 septembre 2015 ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2015/11468]

13 NOVEMBER 2015. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 3 juni 2005 tot vaststelling van het afschakelplan van het transmissienet van elektriciteit

De Minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling,

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, artikel 11, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2002 houdende een technisch reglement voor het beheer van het transmissienet van elektriciteit en de toegang ertoe, artikel 312, §§ 5 en 8, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 oktober 2015;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 juni 2005 tot vaststelling van het afschakelplan van het transmissienet van elektriciteit;

Gelet op het voorstel van de netbeheerder van 22 mei 2015;

Gelet op het advies van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas van 6 juli 2015;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 juli 2015;

Gelet op het overleg met de Minister van Economie, gehouden op 10 november 2015;

Gelet op het overleg met de Gewesten gehouden op 16 september 2015;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de rendre le plan de délestage opérationnel pour le 1^{er} novembre 2015, date de début de la période hivernale durant laquelle les risques de pénuries sont statistiquement les plus importants ;

Qu'avant de pouvoir appliquer le plan de délestage à l'égard des utilisateurs du réseau pour le 1^{er} novembre 2015, le gestionnaire du réseau de transport doit encore notamment :

- établir un nouveau code de sauvegarde sur base du nouveau plan de délestage ;
- notifier la nouvelle version du code de sauvegarde et ses modifications à la commission et au ministre ;
- communiquer la nouvelle version de la procédure interne d'exécution du plan de délestage au ministre ;
- inclure le nouveau code de sauvegarde dans le contrat de raccordement, le contrat d'accès, le contrat de services auxiliaires ou le contrat de coordination d'appel des unités de production ;

Qu'il y a lieu, pour le gestionnaire de réseau, de s'assurer que tous les intervenants du code de sauvegarde et du plan de délestage soient correctement informés de leurs rôles et responsabilités ;

Que l'établissement, la formalisation et la mise à disposition des nouvelles procédures découlant du nouveau code de sauvegarde et du nouveau plan de délestage, la correcte information de tous les intervenants, tant internes qu'externes, nécessitent de disposer dans le chef du gestionnaire de réseau de transport d'un délai minimum de mise en œuvre de 30 jours ;

Vu l'avis n° 58.314/3 du Conseil d'Etat, donné le 22 octobre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté ministériel du 3 juin 2005 établissant le plan de délestage du réseau de transport d'électricité, les mots « ou menace de pénurie » sont ajoutés après les mots « Procédure en cas de pénurie ».

Art. 2. Dans le point 1.1.1 de l'annexe du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 1°, les mots « les gouvernements de région et/ou les régulateurs régionaux » sont remplacés par les mots « les autorités régionales compétentes » ;

2° il est ajouté un 4°, rédigé comme suit :

« 4° « câble structurellement injecteur » : un câble sur lequel ne sont raccordés que des producteurs, ou un câble pour lequel les mesures effectuées dans le passé montrent que le sens du courant en tête de câble au niveau de ces jeux de barres secondaires est injecteur pendant au moins 90% du temps sur base annuelle, pour autant que le gestionnaire du réseau de distribution concerné dispose de cette information. ».

Art. 3. Dans le point 1.1.2 de l'annexe du même arrêté, les mots « de prélèvements du réseau de transport » sont remplacés par les mots « des connexions aux réseaux, des interconnexions avec les réseaux étrangers, et des interconnexions dans le réseau de transport et avec les autres réseaux dans la zone de réglage ».

Art. 4. Dans le point 1.1.3 de l'annexe du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « clients d'électricité » sont remplacés par les mots « utilisateurs des réseaux de transport et de distribution » ;

2° dans le texte français, le mot « est » est remplacé par le mot « sont » ;

3° dans le texte néerlandais, le mot « plaatselijke » est remplacé par le mot « plaatselijk » ;

4° dans le texte français, le mot « relié » est remplacé par le mot « reliés ».

Art. 5. Dans le point 1.1.4 de l'annexe du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa premier est remplacé par ce qui suit :

« Les opérations nécessaires pour l'application du plan de délestage sont exécutées par le gestionnaire du réseau de transport à l'aide des moyens dont il dispose, pour les utilisateurs du réseau reliés à son réseau et, si la réglementation régionale le spécifie, pour les utilisateurs du réseau reliés au réseau de distribution ou au réseau de transport local par suite de l'interruption de l'interconnexion avec ces réseaux respectifs. » ;

Gelet op de met redenen omklede dringende noodzakelijkheid om het afschakelplan te operationaliseren voor 1 november 2015, de begindatum van de winterperiode waarin de risico's van tekorten statistisch het grootst zijn;

Dat alvorens het afschakelplan te kunnen toepassen voor de netgebruikers, voor 1 november 2015, de transmissienetbeheerder inzonderheid nog het volgende moet doen :

- het opstellen van een nieuwe reddingscode op basis van het nieuwe afschakelplan;

- de nieuwe versie van de reddingscode en de wijzigingen ervan meedelen aan de commissie en de minister;

- de nieuwe versie van de interne procedure voor de uitvoering van het afschakelplan meedelen aan de minister;

- de nieuwe reddingscode opnemen in het aansluitingscontract, het toegangscontract, het contract van de ondersteunende diensten of van het contract voor de coördinatie van de inschakeling van de productie-eenheden;

Dat derhalve de netbeheerder er zich van moet vergewissen dat allen die betrokken zijn bij de reddingscode en het afschakelplan naar behoren worden geïnformeerd over hun rol en verantwoordelijkheden;

Dat de opstelling, de formalisering en de terbeschikkingstelling van de nieuwe procedures in het kader van de nieuwe reddingscode en het nieuwe afschakelplan, de juiste informatie voor alle betrokkenen, zowel intern als extern, vereisen dat de transmissienetbeheerder over een minimale periode van uitvoering van 30 dagen beschikt;

Gelet op advies nr. 58.314/3 van de Raad van State, gegeven op 22 oktober 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het ministerieel besluit van 3 juni 2005 tot vaststelling van het afschakelplan van het transmissienet van elektriciteit, worden de woorden "of dreiging tot schaarste" toegevoegd na de woorden "Procedure bij schaarste".

Art. 2. In punt 1.1.1 van de bijlage bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° worden de woorden "de gewestelijke regeringen en/of de gewestelijke regulerende autoriteiten" vervangen door de woorden "de bevoegde gewestelijke autoriteiten";

2° er wordt een 4° ingevoegd, luidende :

"4° "structureel injecterende kabel" : een kabel waarop enkel producenten aangesloten zijn, of een kabel voor dewelke eerdere uitgevoerde tellingen aanduiden dat de stroomrichting aan het uiteinde van de kabel ter hoogte van de secundaire rails injecterend is gedurende ten minste 90% van de tijd op jaarbasis, voor zover de betrokken distributienetbeheerder over deze informatie beschikt".

Art. 3. In punt 1.1.2 van de bijlage bij hetzelfde besluit worden de woorden "afnamen van het transmissienet" vervangen door de woorden "de netverbindingen, de verbindingen met buitenlandse netten, en de verbindingen binnen het transmissienet en met andere netten in de regelzone".

Art. 4. In punt 1.1.3 van de bijlage bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "afnemers van elektriciteit" worden vervangen door de woorden "transmissienetgebruikers en distributie-netgebruikers";

2° in de Franse tekst wordt het woord "est" vervangen door het woord "sont";

3° in de Nederlandse tekst wordt het woord "plaatselijke" vervangen door het woord "plaatselijk";

4° in de Franse tekst wordt het woord "relié" vervangen door het woord "reliés".

Art. 5. In punt 1.1.4 van de bijlage bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"De handelingen nodig voor het in werking stellen van het afschakelplan worden uitgevoerd door de transmissienetbeheerder met de middelen waarover hij beschikt, voor de netgebruikers verbonden met diens net en, indien zulks wordt bepaald in de gewestelijke regelgeving, voor de netgebruikers die op het distributienet of het plaatselijk transmissienet zijn aangesloten als gevolg van de onderbreking van de verbinding met deze respectieve netten";

2° dans l'alinéa 2, les mots « organise la consultation » sont remplacés par les mots « se concerte » ;

3° dans l'alinéa 2, les mots « les coupures de charge » sont remplacés par les mots « les coupures de charge, l'interruption des connexions aux réseaux et la réalimentation des connexions aux réseaux, y compris la réalimentation prioritaire conformément à l'article 312, § 7, du Règlement technique » ;

4° dans l'alinéa 2, la phrase « Les gestionnaires de réseau de distribution peuvent offrir la possibilité technique au gestionnaire de réseau de transport de déléster les charges sélectivement en conformité avec les priorités du plan de délestage. » est abrogée ;

5° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre le premier et le deuxième alinéa :

« Tenant compte de la réglementation régionale et des moyens dont disposent le gestionnaire du réseau de transport et les gestionnaires des réseaux de transport local et de distribution reliés, le plan de délestage peut également être mis en œuvre, à l'initiative et selon les instructions du gestionnaire du réseau de transport, – sous les conditions prévues dans les règlements techniques régionaux – par les gestionnaires de ces réseaux de transport local ou de distribution, pour les utilisateurs du réseau reliés à ces réseaux. ».

Art. 6. Dans le point 1.2.2 de l'annexe du même arrêté, les mots « ou menace de pénurie » sont insérés entre les mots « en cas de pénurie » et les mots « d'électricité ».

Art. 7. Dans le point 2.1 de l'annexe du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

2° à l'alinéa 2 les modifications suivantes sont apportées:

a) les mots « Si un déséquilibre soudain entre la production et le prélèvement d'électricité » sont remplacés par les mots « En cas de phénomène soudain qui » ;

b) les mots « réseau interconnecté UCTE (Union for the Coordination of Transport of Electricity) et que ce déséquilibre » sont remplacés par les mots « réseau interconnecté ENTSO-E (European Network of Transmission System Operators for Electricity) » ;

c) les mots « et que ce déséquilibre ne peut être compensé suffisamment ou suffisamment vite par une augmentation de production dans la partie concernée de la zone de réglage ou par une augmentation de l'alimentation de l'électricité vers la partie concernée de la zone de réglage » sont abrogés.

Art. 8. Dans le point 2.2. de l'annexe du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les points 1°, 2° et 3° sont abrogés ;

2° les mots « conformément aux principes suivants » sont abrogés.

Art. 9. Dans le point 2.3.1 de l'annexe au même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « Le plan de délestage ou ses subdivisions » sont remplacés par les mots « Les mesures d'interruption des connexions aux réseaux » ;

2° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « des ordres » sont remplacés par le mot « l'intervention » ;

3° l'alinéa 2, est remplacé par ce qui suit :

« Les mesures d'interruption des connexions aux réseaux tiennent compte de la technicité et de la structure des réseaux et du principe de proportionnalité telle que prévue par 4.2. L'application de ces mesures d'interruption des connexions aux réseaux est raisonnablement limitée – compte tenu des possibles mesures transitoires nécessaires en vue de cette limitation – pour :

- les utilisateurs du réseau reliés directement au réseau de transport ou aux réseaux avec une fonction de transport ;

- l'alimentation (i) du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ; (ii) du centre-ville des chefs-lieux des provinces ; et (iii) du centre-ville des communes avec une population d'au moins 50.000 habitants. La liste de ces communes est reprise en annexe de cet arrêté. » ;

2° in het tweede lid wordt het woord "organiseert" vervangen door het woord "pleegt" en worden de woorden "de raadpleging" vervangen door het woord "overleg";

3° in het tweede lid worden de woorden "de onderbreking van de belasting" vervangen door de woorden "de onderbreking van de belasting, de onderbreking van de netverbindingen en de hervoeeding van de netverbindingen, met inbegrip van de prioritaire hervoeeding, ingevolge artikel 312, § 7, van het Technisch Reglement.";

4° in het tweede lid wordt de zin "De distributiebeheerders kunnen aan de transmissienetbeheerder de technische mogelijkheid bieden om selectief belastingen af te schakelen overeenkomstig de prioriteiten van het afschakelplan." opgeheven;

5° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidende:

"Rekening houdend met de gewestelijke regelgeving en met de middelen waarover de transmissienetbeheerder en de beheerders van de ermee verbonden lokale transmissie- en distributienetten beschikken, kan het afschakelplan op verzoek en volgens de instructies van de transmissienetbeheerder, ook – onder de voorwaarden voorzien in de regionale technische reglementen – in werking worden gesteld door de beheerders van deze lokale transmissie- of distributienetten, voor de netgebruikers die op die netten aangesloten zijn."

Art. 6. In punt 1.2.2 van de bijlage bij hetzelfde besluit worden de woorden "of dreiging tot schaarste" ingevoegd tussen de woorden "een aangekondigde schaarste" en "aan elektriciteit".

Art. 7. In punt 2.1 van de bijlage bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° in het tweede lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "Indien een plots verstoord evenwicht tussen productie en afname van elektriciteit" worden vervangen door de woorden "In geval van een plots fenomeen";

b) de woorden "UCTE-net (Union for the Coordination of Transport of Electricity) en die evenwichtsstoornis" worden vervangen door de woorden "ENTSO-E-net (European Network of Transmission System Operators for Electricity)";

c) de woorden "en die evenwichtsstoornis onvoldoende of onvoldoende snel kan gecompenseerd worden door een verhoging van de productie in het betrokken deel van de regelzone of een verhoging van de toevoer van elektriciteit naar het betrokken deel van de regelzone" worden opgeheven.

Art. 8. In punt 2.2 van de bijlage bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de punten 1°, 2° en 3° worden opgeheven;

2° de woorden "overeenkomstig de volgende principes" worden opgeheven.

Art. 9. In punt 2.3.1 van de bijlage bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "Het afschakelplan en zijn onderdelen" vervangen door de woorden "De maatregelen ter onderbreking van de netverbindingen";

2° in het eerste lid worden de woorden "op bevel" vervangen door de woorden "door toedoen";

3° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"De maatregelen ter onderbreking van de netverbindingen houden rekening met de techniciteit en de structuur van de netten en met het proportionaliteitsbeginsel zoals opgenomen in 4.2. De toepassing van deze maatregelen ter onderbreking van de netverbindingen wordt redelijkerwijze beperkt – rekening houdend met de mogelijke nodige overgangsmaatregelen met het oog op deze beperking – voor :

- de rechtstreeks aan het transmissienet en netten met een transmissiefunctie aangesloten netgebruikers;

- de voeding van (i) het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest; (ii) de binnenstad van de provinciehoofdplaatsen; en (iii) de binnenstad van gemeenten met een bevolkingsaantal van minstens 50.000 inwoners. De lijst van deze gemeenten wordt opgenomen in bijlage bij dit besluit.";

4° dans l'alinéa 3, le mot « clients » est remplacé par les mots « connexions aux réseaux » ;

5° dans l'alinéa 3, les mots « procédure pour l'application du code de sauvegarde » sont remplacés par les mots « procédure interne pour l'application du plan de délestage » ;

6° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Le gestionnaire du réseau de transport établit la procédure interne pour l'application du plan de délestage » sur la base d'une concertation avec l'administration du ministre et avec le Centre Gouvernemental de Coordination et de Crise tel que créé par l'arrêté royal du 18 avril 1988 portant création du Centre gouvernemental de Coordination et de Crise. Il communique au ministre la procédure interne pour l'application du plan de délestage ». » ;

7° le point 2.3.1 est renuméroté 4.3.

Art. 10. Dans le point 2.3.2 de l'annexe du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Si après l'exécution des procédures mentionnées ci-dessus, le système n'est pas stabilisé, on considère que le système électrique évolue vers un "black-out" (effondrement total du réseau). A partir du black-out, » sont remplacés par les mots « Si le système électrique a évolué vers un "black-out" (effondrement total ou partiel du réseau), » ;

2° le point 2.3.2 est renuméroté 4.4.

Art. 11. Dans le point 2.3.3 de l'annexe du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « point 5 » sont remplacés par les mots « 4.7 » ;

2° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « des charges de son réseau » sont déplacés et insérés entre les mots « sélectif » et « conformément » ;

3° dans l'alinéa 1^{er}, le mot « charges » est remplacé par le mot « connexions aux réseaux » ;

4° dans l'alinéa 1^{er}, le mot « clients prioritaires » est remplacé par le mot « connexions prioritaires aux réseaux » ;

5° dans l'alinéa 2, les mots « liaisons » sont remplacés par les mots « connexions aux réseaux » ;

6° dans l'alinéa 1^{er}, la phrase « Cependant, en collaboration avec les autres gestionnaires de réseau, il met tous les moyens en œuvre pour réalimenter le plus rapidement possible les clients prioritaires. » est remplacée par la phrase « Cependant, le gestionnaire du réseau de transport et les gestionnaires des réseaux directement ou indirectement reliés au réseau de transport collaborent et mettent tous les moyens en œuvre pour réalimenter le plus rapidement possible les connexions prioritaires aux réseaux et pour remettre sous tension les câbles injectant structurels, pour autant que la réglementation régionale en offre la possibilité. » ;

7° le point 2.3.3 est renuméroté 4.5.

Art. 12. Dans le point 2.3.4 de l'annexe du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « clients prioritaires » sont remplacés par les mots « connexions prioritaires aux réseaux » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, les mots « le prévoit » sont remplacés par les mots « en offre la possibilité » ;

3° à l'alinéa 2, les mots « alimenter les clients prioritaires visés au 2.4., jusqu'à une valeur indicative de 10 % de la puissance prélevée à l'origine dans cette sous-station. En concertation avec le gestionnaire du réseau de transport, cette valeur indicative peut être dépassée pour autant qu'une plus grande quantité d'énergie soit nécessaire aux clients prioritaires et que, simultanément, cette énergie supplémentaire puisse, sur avis du gestionnaire de réseau de transport, être acheminée par le réseau » sont remplacés par les mots « réalimenter les connexions prioritaires aux réseaux visés au 4.7 ».

4° le point 2.3.4 est renuméroté 4.6.

4° in het derde lid wordt het woord "afnemers" vervangen door het woord "netverbindingen";

5° in het derde lid worden de woorden "procedure ter uitvoering van de reddingscode" vervangen door de woorden "interne procedure ter uitvoering van het afschakelplan";

6° het vierde lid wordt vervangen als volgt:

"De transmissienetbeheerder stelt de "interne procedure op ter uitvoering van het afschakelplan", op basis van overleg met de administratie van de minister en het Coördinatie en Crisiscentrum van de Regering zoals opgericht bij koninklijk besluit van 18 april 1988 tot oprichting van het coördinatie- en Crisiscentrum van de regering. Hij deelt de "interne procedure ter uitvoering van het afschakelplan" mee aan de minister.;"

7° punt 2.3.1 wordt vernummerd tot 4.3.

Art. 10. In punt 2.3.2 van de bijlage bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "Indien na het uitvoeren van bovenvermelde procedures het systeem niet gestabiliseerd is, wordt aangenomen dat het elektrisch systeem naar een "black-out" (totale netinstorting) evolueert. Vanaf de black-out" worden vervangen door de woorden "Indien het elektrisch systeem naar een black-out (totale of gedeeltelijke netinstorting) is geëvolueerd,;"

2° punt 2.3.2 wordt vernummerd tot 4.4.

Art. 11. In punt 2.3.3 van de bijlage bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "punt 5" vervangen door de woorden "4.7";

2° in het eerste lid wordt het woord "Transmissienetbeheerder" vervangen door het woord "transmissienetbeheerder";

3° in het eerste lid wordt het woord "belastingen" vervangen door het woord "netverbindingen";

4° in het eerste lid wordt het woord "afnemers" vervangen door het woord "netverbindingen";

5° in het tweede lid wordt het woord "verbindingen" vervangen door het woord "netverbindingen";

6° in het eerste lid wordt de zin "Nochtans wendt hij in samenwerking met de andere netbeheerders alle beschikbare middelen aan om de bevoorrading van prioritaire afnemers zo snel mogelijk te herstellen." vervangen door de zin "Nochtans werken de transmissienetbeheerder en de beheerders van deze andere rechtstreeks of onrechtstreeks met het transmissienet verbonden netten samen met elkaar en wenden zij alle beschikbare middelen aan om de bevoorrading van prioritaire netverbindingen zo snel mogelijk te herstellen en de structureel injecterende kabels terug onder spanning te brengen, voor zover de gewestelijke regelgeving daarvoor de mogelijkheid biedt.;"

7° punt 2.3.3 wordt vernummerd tot 4.5.

Art. 12. In punt 2.3.4 van de bijlage bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord "afnemers" vervangen door het woord "netverbindingen";

2° in het eerste lid worden de woorden "daarin voorziet" vervangen door de woorden "daarvoor de mogelijkheid biedt";

3° in het tweede lid worden de woorden "prioritaire afnemers bedoeld in 2.4., voeden tot een richtwaarde van 10 % van het oorspronkelijk afgenomen vermogen in dit onderstation. In overleg met de transmissienetbeheerder kan deze richtwaarde overschreden worden voor zover er een grotere hoeveelheid energie nodig is voor prioritaire afnemers en voor zover deze bijkomende energie naar het oordeel van de transmissienetbeheerder door het transmissienet kan aangevoerd worden" vervangen door de woorden "de prioritaire netverbindingen bedoeld in 4.7 hervoeden";

4° punt 2.3.4 wordt vernummerd tot 4.6.

Art. 13. Dans le 2.3.5 de l'annexe du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré avant l'alinéa 1^{er} :

« Le gestionnaire du réseau de transport et, le cas échéant, les gestionnaires des réseaux de distribution ou de transport local directement ou indirectement reliés au réseau de transport, interrompent les connexions aux réseaux des utilisateurs du réseau de transport ou de distribution ou partie des utilisateurs du réseau de transport ou de distribution en tenant compte, dans la mesure du possible, des tranches visées au 4.2. Les gestionnaires de réseaux s'efforcent, en tenant compte des circonstances d'exploitation, de n'interrompre les connexions aux réseaux qu'en cas de nécessité absolue et pendant le minimum de temps. ».

2° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « clients » sont remplacés par les mots « utilisateurs du réseau ».

3° le point 2.3.5 est renuméroté 2.3.

Art. 14. Le point 2.4 de l'annexe du même arrêté est abrogé.

Art. 15. L'intitulé du point 3 de l'annexe du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« 3. Procédure en cas de pénurie ou menace de pénurie ».

Art. 16. Le point 3.1.1 de l'annexe du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3.1.1. La procédure établie aux 3.2. et 3.3. est mise en œuvre en cas de pénurie ou menace de pénurie telle que visée par le règlement technique. ».

Art. 17. Dans le point 3.2 de l'annexe du même arrêté, les mots « clients » sont remplacés par les mots « utilisateurs du réseau de transport ou de distribution ».

Art. 18. Dans le point 3.3.2 de l'annexe du même arrêté, le mot « clients » est remplacé par les mots « utilisateurs du réseau de transport ou de distribution ».

Art. 19. Dans le point 3.3.3 de l'annexe du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « la liaison avec les clients ou certaines catégories de clients » sont remplacés par les mots « les connexions aux réseaux des utilisateurs du réseau ou partie utilisateurs du réseau » ;

2° entre les mots « le cas échéant selon les tranches visées au 4.2 » sont insérés entre les mots « reliés à leurs réseaux » et les mots « étant entendu » ;

3° après les mots « n'interrompre » sont insérés les mots « ces connexions aux réseaux » ;

4° les mots « la fourniture d'électricité » sont abrogés ;

5° le point est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Sans préjudice du 4.7, et sur proposition de la cellule de gestion visée dans l'arrêté royal du 31 janvier 2003 portant fixation du plan d'urgence pour les événements et situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national, les ministres peuvent, en concertation avec le gestionnaire du réseau de transport et les gestionnaires des réseaux de distribution concernés, déterminer des connexions additionnelles aux réseaux, qui doivent être réalimentées pour des raisons économiques, des raisons de sécurité et d'ordre public, raisons de santé publique, ou pour des raisons de gestion et de rétablissement des réseaux.

Les opérations nécessaires pour l'application de ce point sont exécutées par le gestionnaire du réseau de transport à l'aide des moyens dont il dispose, pour les utilisateurs du réseau reliés à ses réseaux et, à l'initiative du gestionnaire du réseau de transport, par les gestionnaires des réseaux de distribution ou de transport local directement ou indirectement reliés au réseau de transport, pour les utilisateurs du réseau reliés à ces réseaux sous les conditions prévues dans les règlements techniques régionaux. ».

Art. 20. Dans le point 3.3.4, alinéa 3, de l'annexe du même arrêté, le mot « clients » est remplacé par les mots « utilisateurs du réseau ».

Art. 21. Dans le point 3.3.5 de l'annexe du même arrêté, les mots « clients » sont remplacés la première et la deuxième fois par les mots « utilisateurs du réseau » et la dernière fois par « utilisateurs du réseau ».

Art. 13. In punt 2.3.5 van de bijlage bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° voor het eerste lid wordt een lid ingevoegd, luidende:

“De transmissienetbeheerder en desgevallend de distributienetbeheerder of de lokale transmissienetbeheerder die rechtstreeks of onrechtstreeks met het transmissienet verbonden zijn, onderbreken de netverbindingen met de transmissie- of distributienetgebruikers of een deel van de transmissie- of distributienetgebruikers, rekening houdend, in de mate van het mogelijke, met de schijven zoals bepaald in 4.2. Daarbij streven de netbeheerders ernaar, rekening houdend met de exploitatieomstandigheden, de netverbindingen slechts te onderbreken in geval van absolute noodzaak en die onderbreking zo kort mogelijk te houden.”;

2° in het eerste lid wordt het woord “afnemers” vervangen door het woord “netgebruikers”;

3° punt 2.3.5 wordt vernummerd tot 2.3.

Art. 14. Punt 2.4 van de bijlage bij hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 15. Het opschrift van punt 3 van de bijlage bij hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“3. Procedure bij schaarste of dreiging tot schaarste”.

Art. 16. Punt 3.1.1 van de bijlage bij hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“3.1.1. De procedure bepaald in 3.2 en 3.3 wordt toegepast in geval van schaarste of dreiging tot schaarste zoals bepaald in het technisch reglement”.

Art. 17. In punt 3.2 van de bijlage bij hetzelfde besluit wordt het woord “afnemers” vervangen door het woord “transmissie- of distributienetgebruikers”.

Art. 18. In punt 3.3.2 van de bijlage bij hetzelfde besluit wordt het woord “afnemers” vervangen door de woorden “transmissie- of distributienetgebruikers”.

Art. 19. In punt 3.3.3 van de bijlage bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “de verbinding met sommige categorieën afnemers” worden vervangen door de woorden “de netverbindingen met de netgebruikers of een deel van de netgebruikers”;

2° de woorden “desgevallend volgens de schijven zoals bepaald in 4.2” worden ingevoegd tussen de woorden “net verbonden zijn” en “te onderbreken”;

3° het woord “niet” wordt vervangen door het woord “slechts”.

4° in de Franse tekst worden de woorden “la fourniture d'électricité” opgeheven;

5° het punt wordt aangevuld met twee leden, luidende:

“Onverminderd 4.7, en op voorstel van de in het koninklijk besluit van 31 januari 2003 tot vaststelling van het noodplan voor de crisisebeurtenissen en –situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen bedoelde beheerscel, kunnen de ministers, in overleg met de transmissienetbeheerder en de betrokken distributienetbeheerders, bijkomende netverbindingen bepalen, die om economische redenen, redenen van veiligheid en openbare orde, redenen van volksgezondheid, of redenen van netbeheer en netherstel moeten worden hervoed.

De handelingen nodig voor de toepassing van dit punt worden uitgevoerd door de transmissienetbeheerder met de middelen waarvoor hij beschikt, voor de netgebruikers verbonden met het transmissienet en, op initiatief van de transmissienetbeheerder, door de beheerders van de distributienetten of van het lokaal transmissienet rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden met het transmissienet voor de netgebruikers die op die netten aangesloten zijn onder de voorwaarden voorzien in de regionale technische reglementen.”

Art. 20. In punt 3.3.4, derde lid, van de bijlage bij hetzelfde besluit wordt het woord “afnemers” vervangen door het woord “netgebruikers”.

Art. 21. In punt 3.3.5 van de bijlage bij hetzelfde besluit wordt het woord “afnemers” telkens vervangen door het woord “netgebruikers” en wordt het woord “verwachte” vervangen door het woord “verwachte”.

Art. 22. Dans le point 3.3.6, alinéa 2, de l'annexe du même arrêté, le mot « clients » est remplacé par les mots « utilisateurs du réseau de transport et de distribution ».

Art. 23. Dans le point 4.2 de l'annexe du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'article 1^{er}, le mot « cinq » et les mots « la diminution et/ou » sont abrogés ;

2° dans l'article 1^{er}, les mots « prélèvements du réseau » sont remplacés par les mots « connexions aux réseaux » ;

3° dans l'article 1^{er}, le mot « géographiques » est remplacé par le mot « électriques » ;

4° dans l'article 1^{er}, le mot « successives » est remplacé par le mot « différentes » ;

5° l'alinéa 2 est abrogé ;

6° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Les tranches sont constituées de telle sorte que

(i) la proportion entre la charge à délester et la charge totale de la zone électrique concernée, est plus ou moins égale aux mêmes proportions dans les autres zones électriques de la même tranche, selon un niveau de précision qui peut être atteint avec les moyens dont dispose les gestionnaires des réseaux,

et

(ii) la division des tranches ne porte pas atteinte aux règles et obligations qui existent entre les gestionnaires des réseaux européens concernant le maintien et le rétablissement de la fréquence et de l'équilibre. » ;

7° dans l'alinéa 4, le mot « géographiques » est remplacé par le mot « électriques » ;

8° dans l'alinéa 4, les mots « code de sauvegarde » sont remplacés par les mots « plan de délestage ».

Art. 24. Dans l'annexe du même arrêté, il est inséré un point 4.7, rédigé comme suit :

« 4.7. Les modalités pour l'exécution du plan de délestage doivent être exécutées en coopération avec les gestionnaires des réseaux de transport local et de distribution et doivent, en ce qui concerne les besoins primordiaux de la nation qui requièrent de l'énergie électrique, tenir compte autant que possible du classement suivant des connexions prioritaires aux réseaux en ordre décroissant de priorité :

1° les systèmes techniques auxiliaires nécessaires pour le fonctionnement vital des réseaux du gestionnaire du réseau de transport et des gestionnaires des réseaux de distribution ;

2° les hôpitaux décrits à l'article 2 de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins ;

3° les centrales de gestion des appels d'urgence (100, 101 et 112) sur la base de l'article 2, 61°, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques et les centres de crise provinciaux visés par la circulaire ministérielle « NPU-1 » du 26 octobre 2006 relative aux plans d'urgence et d'intervention.

En cas d'interruption de tout ou partie des connexions prioritaires aux réseaux selon le plan de délestage, pour autant que ce soit possible et tenant compte des 4.5 et 4.6, le gestionnaire du réseau de transport et les gestionnaires concernés des réseaux de transport local et de distribution liés assurent qu'il y a une réalimentation des connexions prioritaires aux réseaux.

Si l'application du plan de délestage mène à l'interruption des câbles injectant structurels, ces câbles sont pour autant que ce soit possible et tenant compte des 4.5 et 4.6, remis sous tension. »

Art. 25. Le point 5 de l'annexe du même arrêté est abrogé.

Art. 26. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 novembre 2015.

M.C. MARGHEM

Art. 22. In punt 3.3.6, tweede lid, van de bijlage bij hetzelfde besluit wordt het woord "afnemers" vervangen door de woorden "transmissie- en distributienetgebruikers".

Art. 23. In punt 4.2 van de bijlage bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "vermindering en/of" opgeheven;

2° in het eerste lid worden de woorden "afnamen van het net" vervangen door het woord "netverbindingen";

3° in het eerste lid worden de woorden "vijf geografische" vervangen door het woord "elektrische";

4° in het eerste lid wordt het woord "opeenvolgende" vervangen door het woord "verschillende";

5° het tweede lid wordt opgeheven;

6° het derde lid wordt vervangen als volgt:

"De schijven zijn zodanig samengesteld dat

(i) de verhouding tussen de af te schakelen belasting en de totale belasting van de betrokken elektrische zone, min of meer gelijk is met dezelfde verhoudingen in de andere elektrische zones uit dezelfde schijf, volgens een niveau van precisie dat behaald kan worden met de middelen waarover de netbeheerders beschikken,

en

(ii) de verdeling van de schijven geen afbreuk doet aan de regels en verplichtingen die bestaan tussen de Europese netbeheerders aangaande het behoud en het herstel van de frequentie en het evenwicht.;"

7° in het vierde lid wordt het woord "geografische" vervangen door het woord "elektrische";

8° in het vierde lid worden de woorden "de reddingscode" vervangen door de woorden "het afschakelplan".

Art. 24. In de bijlage bij hetzelfde besluit wordt een punt 4.7 ingevoegd, luidende:

"4.7 De modaliteiten voor de uitvoering van het afschakelplan moeten in samenwerking met de beheerders van de lokale transmissie- en distributienetten worden uitgevoerd en dienen, voor wat betreft de primordiale behoeften van de natie die elektrische energie vereisen, zo veel mogelijk rekening te houden met het volgende klassemment van prioritaire netverbindingen, in dalende volgorde van prioriteit:

1° de technische hulpsystemen nodig voor de vitale werking van de netten van de transmissienetbeheerder en de distributienetbeheerders;

2° de ziekenhuizen zoals omschreven in artikel 2 van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsrichtingen;

3° de beheerscentralen van de noodoproepen (100, 101 en 112) op basis van artikel 2, 61°, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en de provinciale crisiscentra bedoeld door de ministeriële omzendbrief "NPU-1" van 26 oktober 2006 betreffende de nood- en interventieplannen.

In geval van gehele of gedeeltelijke onderbreking van de prioritaire netverbindingen volgens het afschakelplan, voor zover als mogelijk en rekening houdend met 4.5 en 4.6, zorgen de transmissienetbeheerder en de beheerders van de ermee verbonden lokale transmissie- en distributienetten voor een hervoeiding van de prioritaire netverbindingen.

In geval de toepassing van het afschakelplan leidt tot de onderbreking van structureel injecterende kabels, worden, voor zover als mogelijk en rekening houdend met 4.5 en 4.6, deze kabels terug onder spanning gebracht."

Art. 25. Punt 5 van de bijlage bij hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 26. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 13 november 2015.

M.C. MARGHEM